

Moïsi, Dominique (sous la direction de). Crises et guerres au XXe siècle : Analogies et différences, Paris, Éditions Economica, Coll. « Travaux et Recherches de l'IFRI », 1981, 137 p.

Yves-Henri Nouailhat

Volume 13, numéro 4, 1982

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701431ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701431ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Nouailhat, Y.-H. (1982). Compte rendu de [Moïsi, Dominique (sous la direction de). Crises et guerres au XXe siècle : Analogies et différences, Paris, Éditions Economica, Coll. « Travaux et Recherches de l'IFRI », 1981, 137 p.] *Études internationales*, 13(4), 745–747. <https://doi.org/10.7202/701431ar>

losofes » qui radicalisent la critique jusqu'au nihilisme et à l'anarchisme en sont le plus vibrant témoignage. S'ils pointent les armes de leur critique tant vers la gauche que vers la droite, ces philosophes que l'on dit « nouveaux », souffrent, constate Sodaro, du malaise d'un repliement excessif dans la facilité d'une critique destructive. Ils ne proposent jamais d'alternative. Les « nouveaux philosophes » sont dans les limbes idéologiques, sans résidence doctrinaire stable, balotté entre la gauche et la droite, bref ils logent nulle part et puisent leur foi philosophique dans un nomadisme intellectuel qui ne vient que compléter, selon lui, leur ambiguïté fondamentale.

Par cette réflexion, Sodaro, à l'instar de ses cosignataires, n'échappe pas à la vision manichéenne selon laquelle l'univers idéologique doit se départager entre l'Est et l'Ouest. C'est de toute évidence par une adhésion idéologique au « Western State System » que s'élabore leur critique du mouvement euro-communiste, tantôt moralisatrice, tantôt reposant sur une conception figée de la démocratie. On ne saurait, partant, que mieux en apprécier les excès polémiques et situer dans une plus sobre mesure la portée des options idéologiques qui y sont impliquées.

Gilbert LAROCHELLE

Département de science politique
Université Laval

MOÏSI, Dominique, (sous la direction de). *Crises et guerres au XX^{me} siècle: Analogies et différences*, Paris, Éditions Economica, Coll. « Travaux et Recherches de l'IFRI », 1981, 137 p.

Ce petit ouvrage est issu d'un colloque organisé les 12 et 13 juin 1980 par l'Institut français des relations internationales et l'Institut d'histoire des relations internationales contemporaines. Les organisateurs ont voulu chercher dans le déroulement des crises de 1914, 1938-1939, ou de 1947-1953, des éléments de réponse à la question que se posent de nombreux observateurs: « une troisième

guerre mondiale est-elle, aujourd'hui plus qu'hier, possible? ».

Les interventions n'avaient donc pas pour but d'étudier à fond l'origine de ces crises, mais d'essayer de voir si l'examen du déroulement de ces événements ne pouvait pas aider à mieux comprendre la situation présente. Il convenait donc d'abord de faire des mises au point sur ces crises avant d'aborder la crise internationale actuelle. Sur chaque sujet, deux auteurs donnent tour à tour leur point de vue.

C'est Raymond Poidevin qui présente les origines de la Première Guerre mondiale en analysant d'abord la situation internationale à la veille de 1914 (les sources de guerre possibles, la course aux armements, l'idée grandissante d'une guerre inévitable et l'âpreté des rivalités économiques), puis la crise de juillet 1914 proprement dite. Pour R. Poidevin, les responsabilités de déclenchement de la guerre sont partagées entre les deux groupes d'alliances qui divisaient alors l'Europe. Quant aux mobiles qui ont conduit les hommes d'État à provoquer ou à laisser se dérouler une crise menant à la guerre, ce sont les intérêts de sécurité, de prestige ou de puissance qui ont été déterminants.

Jean-Jacques Becker estime que la guerre n'était pas inéluctable et que l'opinion publique française, notamment, dans sa majorité, ne la souhaitait pas. Elle a donc été provoquée « par un mélange complexe de volontés et de résignations, de circonstances accidentelles et de fautes de calcul. Elle a peut-être été aussi le résultat de dirigeants qui l'ont cru trop vite fatale et de peuples qui ont été trop lents à s'apercevoir qu'elle arrivait ».

Avec les origines de la Seconde Guerre mondiale, le problème est complètement différent. Jean-Baptiste Duroselle, auteur d'un récent et remarquable ouvrage sur la question (*La décadence 1932-1939*), rappelle les sources du « dynamisme » conquérant d'Hitler et, en face, l'attitude des démocraties anglaise et française: *L'apaisement*. Hitler « ne voulait pas la guerre pour elle-même; mais il tenait à réaliser des projets dont il savait qu'ils déclencheraient probablement la guerre ». *L'apaisement* britannique, véritable doctrine n'ex-

cluant pas un effort de réarmement efficace et l'apaisement français, mélange de lâcheté et de faux réalisme encouragés par la « gouvernante anglaise » aboutissent au même résultat : Hitler trouve un encouragement permanent dans la faiblesse franco-britannique. « Trop de négociations, de modération ont mené à la guerre aussi sûrement que l'absence d'action modératrice et de consultation à la veille du premier conflit mondial ».

De son côté, René Girault estime qu'il existe des similitudes inquiétantes avec la situation internationale actuelle : le renforcement du protectionnisme et la montée d'un nationalisme économique agressif, conséquences de la crise économique. R. Girault reste cependant prudent dans son interprétation et se contente de poser la question de savoir si les tendances actuelles du protectionnisme constituent ou non une première étape vers un système international « belligène ».

Les origines de la guerre « froide-chaude » sont présentées par Jean Laloy : les Soviétiques ont eu des buts adaptables aux circonstances. Dès 1943, Staline s'était fixé pour but d'exercer une influence décisive en Allemagne et, pour cette raison, fut intraitable sur la Pologne. Il fut encouragé dans cette voie par les concessions des alliés. Pour P. Laloy, la détente n'est qu'une phase de la guerre froide, et non une alternative à celle-ci.

André Kaspi explique pourquoi les États-Unis ont manqué d'une politique ferme, solidement tracée et rigoureusement appliquée face aux ambitions de Staline. L'insuffisance des moyens militaires ou économiques et surtout les limitations mêmes du pouvoir du Président et les tiraillements dans l'administration pourraient bien expliquer ces flottements.

Enfin, qu'en est-il de la crise actuelle ?

Pour Alfred Grosser, « ce qui maintient la paix en Europe depuis plus de trente ans, c'est d'une part la capacité mutuelle de destruction des États-Unis et de l'URSS, d'autre part le fait qu'ils soient, par la présence des forces américaines, en contact physique au cœur de l'Europe ». « La source de l'état de paix existant en Europe est la crainte de la

guerre généralisée ». Or, la situation est préoccupante : il existe une zone de haute tension où les conflits locaux risquent constamment de devenir déflagration générale, en partie parce que les grandes puissances sont hors d'état de contrôler pleinement ces conflits. Le danger que les Balkans représentaient avant la Première Guerre mondiale se situe au Proche Orient aujourd'hui.

Thierry de Montbrial va dans le même sens : les problèmes les plus délicats risquent de surgir à « l'intersection » des rapports Nord-Sud et Est-Ouest, c'est-à-dire au Moyen-Orient. Par ailleurs, il estime que l'affaire de l'Afghanistan doit être prise très au sérieux « parce que c'est la première fois que l'Union soviétique applique la doctrine Brejnev en dehors de l'Europe ». Th. de Montbrial n'est pas très convaincu par la thèse de la « fenêtre de vulnérabilité » qui consiste à expliquer l'intervention de l'URSS par un rapport des forces en sa faveur pendant quelques années. Selon lui, il s'agirait plutôt d'une exploitation des faiblesses de l'Occident qui n'est pas nouvelle : c'est la politique de « la pression sur le mur ». Il convient donc de réagir, « mais dans le calme », notamment en renforçant la coopération politique européenne et la concertation des grandes puissances occidentales.

Alfred Fabre Luce, qui n'avait pas pu assister au colloque, a rédigé les observations que lui avaient inspiré la lecture des différentes interventions : il conclut de façon modérément optimiste, qu'à son avis « les esprits sont, de part et d'autre, beaucoup plus conscients qu'en 1914, ou même en 1939, des ravages effroyables que provoquerait un conflit mondial ». Une bibliographie sélective de 22 pages, dressée par Pierre Mélandri, termine l'ouvrage.

Ce colloque a eu le mérite de mettre en présence des historiens et des politologues. La comparaison entre deux situations de crises ayant débouché sur la guerre et une troisième qui, à l'inverse, ne l'avait pas entraînée, méritait d'être faite. Comme le souligne Dominique Moïsi, l'ambition du colloque était de rappeler que « l'on ne saurait négliger la dimension temporelle du monde pour le com-

pendre », tout en sachant bien que « l'histoire ne nous donne pas de recettes infaillibles pour agir sur le présent ».

Yves-Henri NOUAILHAT

U.E.R. des sciences historiques
Université de Nantes, France

O'NEILL, Bard E., HEATON, William R. et ALBERTS, Donald J. (Eds.). *Insurgency in the Modern World*. Boulder (Col.), Westview Press, 1980, 303 p.

Le volume pourrait s'intituler insurrection et contre-insurrection car le propos des auteurs a le grand mérite de la franchise. Pour eux l'insurrection constitue un état de crise négatif dont il faut caractériser les traits et la dynamique afin d'y apporter remède.

Ce contributeur principal, B.E. O'Neil, oriente l'ensemble de la publication par un chapitre introductif qui définit la notion d'insurrection et propose un « modèle » d'analyse devant rendre compte de tous les types possibles de mouvements insurrectionnels. Quelques « variables analytiques principales » sont d'abord établies : l'appui populaire, l'organisation, la cohésion, l'environnement géographique, l'appui extérieur et le rôle du gouvernement. Puis sont passées en revue les « stratégies insurrectionnelles » qui sont regroupées autour de trois pôles, léniniste, maoïste et la guérilla urbaine dont Carlos Marighella est présenté ici comme une sorte de théoricien.

Ces termes étant posés, le volume se poursuit en une étude de cas dont l'énumération est ici nécessaire : l'armée républicaine irlandaise, la guerre populaire de Thaïlande, l'insurrection des années 1960 au Guatemala, les Tupamaros d'Uruguay, la rébellion Kurde d'Irak, la guerre d'Oman et la lutte armée d'Angola. Chacun de ces cas fait l'objet d'une étude assez approfondie des antécédents historiques, du contexte économique et social, et de la spécificité de la situation. Ensuite seulement, chaque contributeur tente d'appliquer à son cas d'espèce, le modèle d'analyse proposé initialement.

Les conclusions varient mais les démarches procèdent de la même dynamique qui, certainement, s'explique par la caractéristique des auteurs. Tous sont, ou bien des militaires diplômés de science politique, ou bien des universitaires ayant, à un moment ou un autre, professé dans des académies militaires. Tous semblent allègrement partir des prémisses qu'un modèle insurrectionnel-type existe sur l'ensemble de la planète et qu'il est donc possible d'expliquer à travers cette grille tout mouvement de contestation armée d'un pouvoir en place. Une même unanimité se poursuit quant aux chances de l'insurrection qui sont examinées dans le cadre d'un strict rapport de force. Il est admis que la durée des troubles puisse presque indéfiniment s'allonger (Irlande ou Kurdistan) mais, en dernière analyse, le problème paraît se réduire à une équation simple. Le gouvernement dispose nécessairement de l'avantage dans le rapport de force et donc une insurrection ne peut obtenir le succès qu'à la condition de bénéficier d'un appui externe fournisseur de matériel et de soutien logistique. Mais, même avec cet appui, la guérilla peut être vaincue si le gouvernement en place possède la volonté d'employer à tous les moyens nécessaires. Selon qu'ils recourent ou non aux euphémismes, les auteurs parlent de contre-terreur, de pacification, d'information, de torture, mais il est parfaitement clair que ces moyens mènent au succès garanti. Les événements du Guatemala dans les années '60, d'Oman dans les années '70, voire des Philippines dans les années '50 (il leur est fait allusion dans le chapitre introductif) démontrent clairement que des autorités déterminées peuvent sortir victorieuses d'une guérilla. À la condition, et les auteurs la soulignent avec ensemble, que l'action gouvernementale soit bien sélective, qu'elle évite les bavures dont souffrirait trop la population civile et que la répression s'accompagne de mesures populistes, spectaculaires de préférence.

Avec cette conclusion, optimiste du point de vue des auteurs, les insurrections ne devraient plus poser de problèmes insurmontables. L'ouvrage vient, pourrait-on dire, à son heure, c'est à dire à l'heure de la présente administration américaine. Il soulève cepen-